

Communication au 9 avril 2021

Mise à jour de la liste des professionnels indispensables à la gestion de l'épidémie pour lesquels une solution d'accueil doit être proposée (en surligné jaune les personnels prioritaires ajoutés à la liste diffusée vendredi dernier) :

- Tous les personnels des établissements de santé ;
- Biologistes, chirurgiens-dentistes, infirmiers diplômés d'Etat, médecins, pharmaciens, sages-femmes, masseurs-kinésithérapeutes, **orthophonistes, psychomotriciens, prestataires de santé à domicile** ;
- Tous les professionnels et bénévoles de la filière de dépistage (professionnels en charge du contact-tracing, centres de dépistage, laboratoires d'analyse, etc.) et de vaccination (personnels soignants et administratifs des centres de vaccination, pompiers, **personnels vétérinaires**), ainsi que les préparateurs en pharmacie et les ambulanciers ;
- **Les personnels des sites de production de vaccin et intrants critiques** ;
- Les agents des services de l'État chargés de la gestion de la crise au sein des préfetures, des agences régionales de santé et des administrations centrales, ainsi que ceux de l'assurance maladie chargés de la gestion de crise ;
- Tous les personnels des établissements et services sociaux et médico-sociaux suivants : **travailleurs sociaux du secteur accueil-hébergement-insertion**, EHPAD et EHPA (personnes âgées) ; établissements pour personnes handicapées ; services d'aide à domicile (personnes âgées, personnes handicapées et familles vulnérables) ; Services infirmiers d'aide à domicile ; lits d'accueil médicalisés et lits halte soins santé ; appartements de coordination thérapeutique ; CSAPA et CAARUD ; nouveaux centres d'hébergement pour sans-abris malades du coronavirus ;
- Tous les personnels des services de l'aide sociale à l'enfance (ASE) et de la protection maternelle et infantile (PMI) des conseils départementaux ainsi que les établissements associatifs et publics, pouponnières ou maisons d'enfants à caractère social (MECS), les services d'assistance éducative en milieu ouvert (AEMO) et d'interventions à domicile (TISF) et les services de prévention spécialisée ;
- **Les personnels de la protection judiciaire de la jeunesse** ;
- Les enseignants et professionnels des établissements scolaires, les professionnels des établissements d'accueil du jeune enfant, les assistantes maternelles ou les professionnels de la garde à domicile, les agents des collectivités locales, en exercice pour assurer le service minimum d'accueil, **les personnels des CROUS affectés à la restauration** ;
- Les forces de sécurité intérieure (police nationale, gendarmerie nationale, sapeurs-pompiers professionnels), les policiers municipaux, les surveillants de la pénitencier, **les militaires engagés dans l'opération sentinelle, les douaniers**.

En complément de cette liste, le Préfet de département est chargé d'identifier et de prioriser, au vu des circonstances locales, les besoins éventuels d'autres personnels indispensables à la gestion de la crise sanitaire et à la vie de la Nation (à titre d'exemple, les secteurs de l'assainissement, du funéraire, les familles des militaires engagés en opération ou en missions extérieures).

La liste des sites de production de vaccins et intrants critiques a été transmise aux Préfets de départements.